

# COMMERCE MONDIAL: LA CROISSANCE DÉCOUPLÉE \*

Département analyse et prévision de l'OFCE

Les flux de commerce mondial ont connu des hausses rapides au premier trimestre 2006, surtout dans les pays industriels, avant de ralentir dans la plupart des zones de l'économie mondiale au deuxième trimestre. La croissance des importations mondiales s'inscrirait en léger ralentissement en 2007 par rapport à 2006. Le point marquant serait le découplage des flux d'importations entre pays industriels, reflétant la désynchronisation des demandes intérieures. Ainsi, le ralentissement des importations serait particulièrement marqué aux États-Unis, tandis que les importations japonaises seraient en nette accélération. Le maintien du dynamisme des importations des pays en voie de développement soutiendrait la croissance des importations mondiales.

Les positions compétitives se modifieraient peu à l'horizon de la fin 2007, du fait de la faiblesse des fluctuations de change. Parmi les grands pays industriels, l'amélioration des positions compétitives serait associée à de légers gains de parts de marché aux États-Unis et en Allemagne. À l'inverse, les exportateurs canadiens continueraient à perdre des parts de marché, pénalisés par l'appréciation passée du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain. Dans la zone euro, les exportateurs italiens et espagnols perdraient des parts de marché du fait d'un différentiel de prix défavorable. À l'échelle mondiale, les grands gagnants en termes de gains de parts de marché resteraient les exportateurs chinois.

L'analyse du commerce mondial de marchandises (importations, exportations, demandes adressées, parts de marché et compétitivités-prix) est réalisée sur la base de la structure des échanges commerciaux en 2003, et non plus sur l'année 1995 comme cela était le cas jusqu'à notre prévision du printemps dernier. Ce changement d'année de base modifie parfois de façon importante la structure des échanges mais au final l'évolution des demandes adressées, des parts de marché et des compétitivités-prix est peu affectée. Les principaux résultats sont présentés en encadré.

\* Ont contribué à cette partie: Christophe Blot et Catherine Mathieu.

Les flux de commerce mondial ont connu des hausses rapides au premier trimestre 2006, surtout dans les pays industriels, avant de ralentir dans la plupart des zones de l'économie mondiale au deuxième trimestre. La croissance des importations mondiales s'inscrirait en léger ralentissement en 2007 par rapport à 2006. Le point marquant serait le découplage des flux d'importations entre pays industriels, reflétant la désynchronisation des demandes intérieures. Ainsi, le ralentissement des importations serait particulièrement marqué aux États-Unis, tandis que les importations japonaises seraient en nette accélération. Le maintien du dynamisme des importations des pays en voie de développement soutiendrait la croissance des importations mondiales.

Les positions compétitives se modifieraient peu à l'horizon de la fin 2007, du fait de la faiblesse des fluctuations de change. Parmi les grands pays industriels, l'amélioration des positions compétitives serait associée à de légers gains de parts de marché aux États-Unis et en Allemagne. À l'inverse, les exportateurs canadiens continueraient à perdre des parts de marché, pénalisés par l'appréciation passée du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain. Dans la zone euro, les exportateurs italiens et espagnols perdraient des parts de marché du fait d'un différentiel de prix défavorable. À l'échelle mondiale, les grands gagnants en termes de gains de parts de marché resteraient les exportateurs chinois.

## Importations: désynchronisation annoncée

La croissance des importations mondiales de marchandises a atteint près de 8 % en volume en 2005 (tableau 1). Après un premier trimestre de quasi-stagnation, les importations mondiales ont progressé de 3,4 % au deuxième trimestre. Au second semestre, la croissance est revenue sur un rythme trimestriel de 2 %. Le creux du début 2005 a été particulièrement marqué en Europe, Chine, Corée du Sud, Amérique latine et ex-CEI. Ces mêmes régions ont été les moteurs du rebond du deuxième trimestre. Dans l'Union européenne (UE), sur l'ensemble de l'année, c'est en Allemagne, Danemark, Finlande et Irlande que les importations ont été les plus dynamiques. Aux États-Unis, les importations ont fortement accéléré au quatrième trimestre 2006 (+ 3,4 %), portant la hausse à 6,7 % sur l'année en moyenne annuelle.

Les importations ont connu des hausses rapides au premier trimestre 2006, surtout dans les pays industriels, avant de ralentir dans la plupart des zones de l'économie mondiale au deuxième trimestre. Sous nos

hypothèses de croissance, les importations mondiales croîtraient à des rythmes proches de 2 % aux troisième et quatrième trimestres. La croissance des importations mondiales s'inscrirait en léger ralentissement en 2007 par rapport à 2006. Le point marquant serait le découplage des flux d'importations entre pays industriels, reflétant la désynchronisation des demandes intérieures. Ainsi, le ralentissement des importations serait particulièrement marqué aux États-Unis. Les importations n'augmenteraient que de 3,6 % en 2007 (après 6,3 % en 2006), soit la plus faible hausse depuis 2002. Au Japon, les importations seraient par contre en nette accélération (+ 7 % en 2007 après 3 % en 2006) et connaîtraient leur plus forte hausse depuis 2000. Dans l'UE, les importations marqueraient une pause au premier trimestre, principalement en Allemagne sous l'effet de la hausse de la TVA. Les importations de l'UE croîtraient ensuite modérément en ligne avec la demande intérieure. Au total, les importations des pays industriels ralentiraient nettement (+ 5,6 % en 2007 après 8,1 % en 2006).

Le maintien du dynamisme des importations des pays en voie de développement (+ 10 % par an en 2006 et en 2007) soutiendrait la croissance du commerce mondial. Le point haut de la croissance aura probablement été atteint au troisième trimestre 2006 (+ 2,6 %), mais la décélération serait ensuite modérée. La Chine continuerait d'afficher des hausses d'importations particulièrement élevées: près de 14 % en 2006 et de 15 % en 2007. Elle serait suivie de près par les autres pays d'Asie en développement.

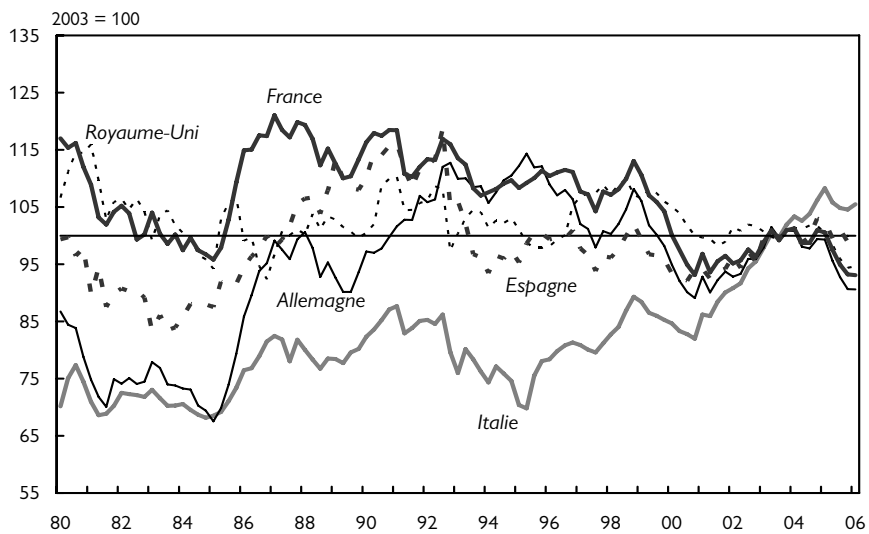
## Compétitivité-prix: pas de bouleversement à l'horizon

L'évolution des compétitivité-prix continue d'être différenciée entre pays de la zone euro. Ainsi, les exportateurs allemands, et français dans une moindre mesure, continuent à maîtriser leurs coûts et leurs marges à l'exportation. Dans ces deux pays, l'évolution de la compétitivité reste principalement dictée par les fluctuations de l'euro par rapport au dollar. Ainsi, en 2005, la baisse de l'euro (de 1,3 à 1,2 dollar) a permis une amélioration des positions compétitives françaises et allemandes, ramenant ces positions à un niveau proche de celui du début de l'année 2001 (graphique 1a). Cependant, ces gains auront été de courte durée puisque dès le début de l'année 2006, l'euro est reparti à la hausse pour flirter à nouveau avec un cours de 1,3 dollar pour un euro à l'été. Par ailleurs, les exportateurs italiens continuent de voir leur compétitivité-prix se dégrader: les variations de l'euro sont bien trop faibles pour pouvoir compenser la hausse des prix domestiques. Dans les autres pays méditerranéens, notamment en Espagne, la compétitivité-prix s'est aussi améliorée en 2005, mais moins nettement qu'en Allemagne ou en France, la hausse relativement rapide des prix domes-

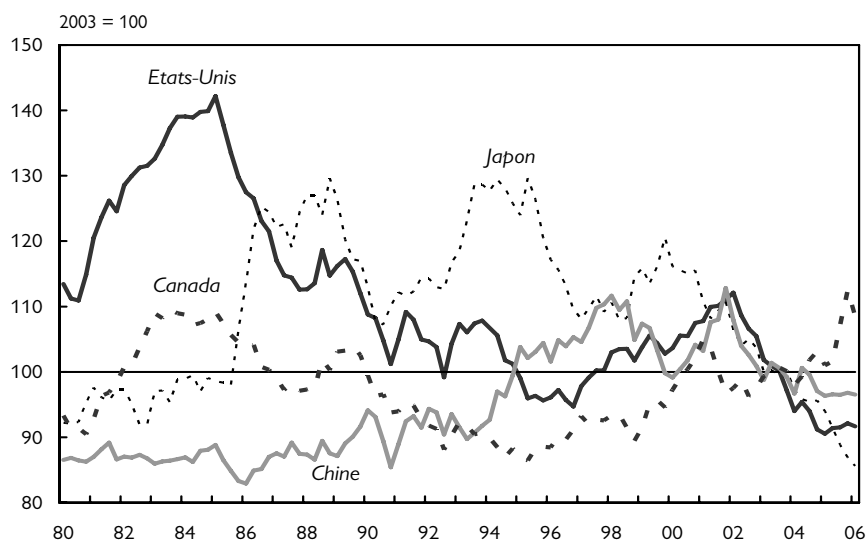
## ■ Département analyse et prévision

tiques n'ayant pas permis de ramener la position compétitive espagnole à son niveau très favorable de 2001. Dans le sillage des pays de la zone euro, le Royaume-Uni a également profité de l'appréciation du dollar vis-à-vis de la livre sterling jusqu'à la fin 2005.

1a. Prix relatifs à l'exportation de marchandises \*



1b. Prix relatifs à l'exportation de marchandises \*



\* Une augmentation du prix relatif représente une dégradation de la compétitivité-prix du pays considéré.  
Sources : FMI, OCDE, sources nationales et calculs OFCE.

La remontée du taux de change euro/dollar en 2006 a contribué à améliorer la compétitivité à l'exportation des États-Unis. Cependant, les efforts menés par la Chine et le Japon pour lutter contre les pressions à l'appréciation de leur monnaie par rapport au dollar ont fortement réduit les gains de compétitivité des exportateurs américains (graphique 1b). Les stratégies de change des pays asiatiques ont été payantes, mais n'expliquent pas tout. Le Japon a en effet pu engranger des gains de compétitivité depuis 2000, grâce à la déflation. La Chine est parvenue sans difficulté à maintenir une position compétitive très favorable grâce à des niveaux de coûts de production particulièrement faibles. Parmi les grands pays industriels, le Canada est le grand perdant en termes de compétitivité-prix, pénalisé par l'appréciation régulière du dollar canadien face au dollar américain.

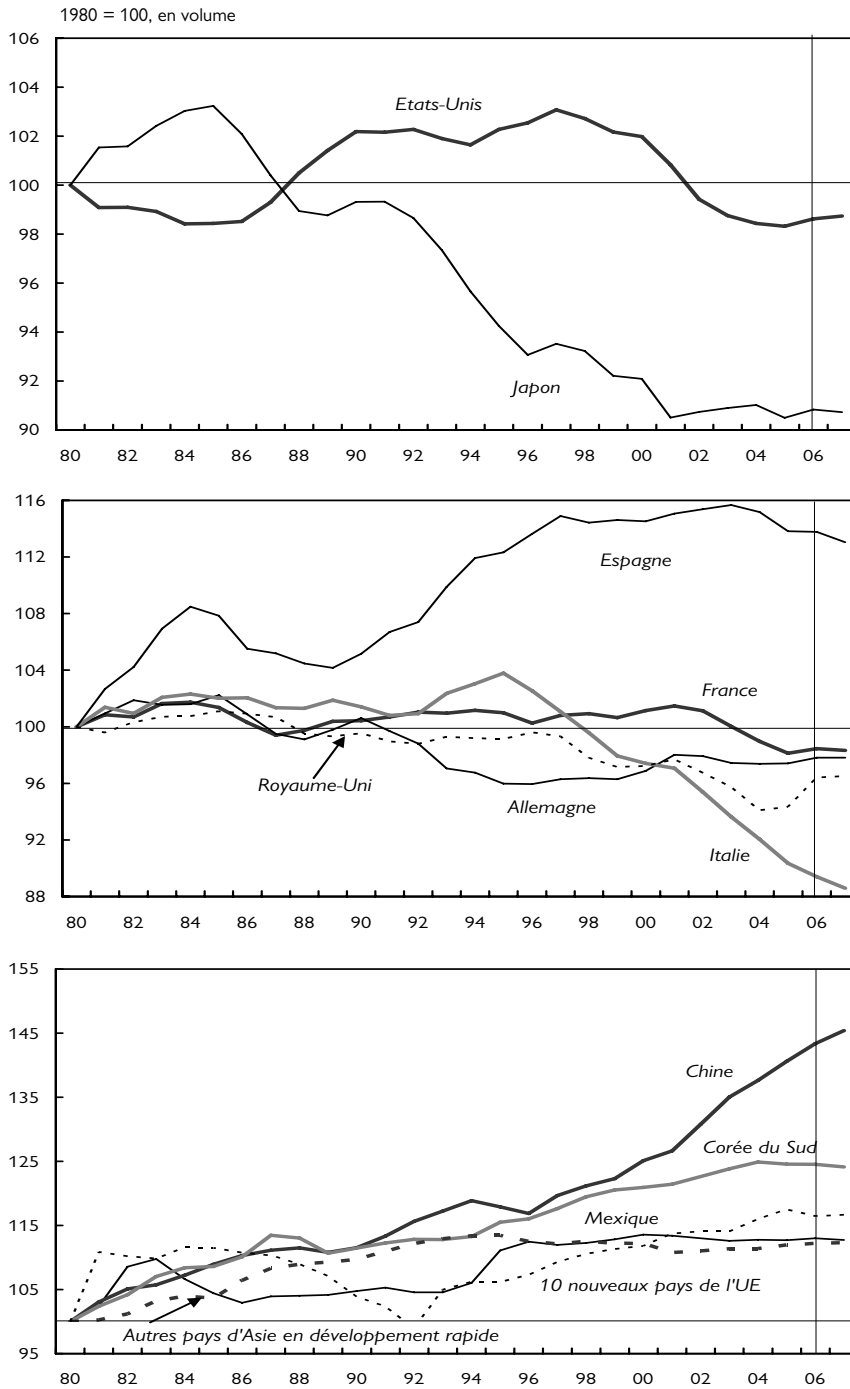
Nos prévisions de taux de change n'inscrivent pas de fortes fluctuations de l'euro ou du yen vis-à-vis du dollar d'ici la fin de l'année 2007. Le dollar s'apprécierait légèrement en fin d'année 2006 et au premier trimestre 2007 mais reviendrait ensuite à des niveaux proches de ceux observés en septembre 2006, par rapport à l'euro comme au yen. Au total, les faibles fluctuations de change envisagées suggèrent le maintien de la hiérarchie actuelle des positions compétitives.

## Exportations et parts de marché: *quasi statu quo*

Les gains de compétitivité-prix enregistrés par le Japon depuis 2000 et par les États-Unis depuis 2002 ont dans un premier temps permis une simple stabilisation des parts de marché dans les deux pays. Depuis 2005, les exportateurs réussissent cependant enfin à gagner des parts de marché de façon modérée (tableau 2 et graphiques 2). Cette tendance se poursuivrait à l'horizon 2007.

Les exportations américaines et japonaises seraient par ailleurs soutenues par une demande adressée dynamique, du fait de leur spécialisation géographique sur la zone Asie-Pacifique. Ainsi, la croissance de leurs marchés extérieurs évoluerait à des rythmes annuels de 8 % en volume en 2007 (tableau 3), contre moins de 7 % pour les pays européens. Nous avons, à l'occasion de cette prévision, changé l'année de base des demandes adressées, jusqu'alors calculées sur les structures de commerce de l'année 1995, et dorénavant sur celles de l'année 2003. Au total, l'impact du changement d'année de référence est faible sur les demandes adressées, bien que les structures de marché se soient modifiées (encadré).

2. Parts de marché à l'exportation



Sources: FMI, OCDE, sources nationales, calculs et prévision OFCE octobre 2006.

Les demandes adressées accéléreraient en 2006 mais ralentiraient en 2007, à des rythmes généralement moindres que ceux de 2005. Le ralentissement serait particulièrement fort pour la demande adressée à l'ex-CEI (- 5,6 points). Dans la zone euro, les demandes adressées seraient en moyenne moins dynamiques de 2,4 points, principalement du fait du ralentissement des importations américaines, mais aussi britanniques et allemandes. Les Pays-Bas seraient le pays le plus touché avec une baisse de 3,5 points alors qu'inversement l'Allemagne serait relativement épargnée (- 1,8 point, tableau 2). En France, Espagne et Italie, le ralentissement de la demande adressée serait très proche de la moyenne de la zone euro.

En 2007, le ralentissement des importations allemandes serait un élément important du ralentissement de la demande adressée et donc des exportations des pays voisins exportant de façon importante vers l'Allemagne. Dans le même temps, la baisse des cotisations sociales contribuerait à accroître la compétitivité-prix des exportateurs allemands, au détriment des partenaires commerciaux. Il en résulterait de légers gains de parts de marché en Allemagne (graphiques 2). Les exportateurs français parviendraient à stabiliser leurs parts de marché, tandis que la poursuite de la dégradation de la compétitivité-prix en Espagne et en Italie entraînerait de nouvelles pertes de parts de marché dans ces deux pays.

En raison d'une intégration régionale croissante, les pays d'Asie seraient globalement protégés du ralentissement des importations américaines. La demande adressée ne serait pas affectée en Corée du Sud et dans les pays en développement rapide de l'Asie. Le ralentissement ne serait que de 0,2 point pour la Chine et de 0,6 point pour le Japon. Les États-Unis verraient la croissance de leur demande adressée ralentir de 1,2 point, principalement en provenance d'Europe.

La Chine continuerait de gagner des parts de marché. Néanmoins, la croissance des exportations marquerait un fléchissement passant de 23,2 % en 2005 à 17,5 % en 2007, pour une demande adressée en hausse de 7 % chaque année.

Les autres pays d'Asie se contenteraient de maintenir leurs parts de marché. Le constat est assez proche pour les pays d'Amérique latine. En Europe centrale et orientale, les nouveaux États membres de l'UE parviendraient à améliorer légèrement leur situation après les pertes de parts de marché enregistrées tout au long de l'année 2005. Les pays de l'ex-CEI perdraient des parts de marché.

### Structures du commerce mondial et demandes adressées

Le Département analyse et prévision de l'OFCE estime des flux trimestriels d'exportations et d'importations en valeur et en volume par pays/zones sur la base d'un découpage du monde en 22 pays (États-Unis, Canada, Japon, pays de l'UE-15, Chine, Corée du Sud, Mexique, Brésil) et 9 zones (Australie/Nouvelle Zélande, nouveaux pays membres de l'UE, autres pays d'Europe, Asie en développement rapide, reste de l'Asie, Amérique latine hors Brésil et Mexique, Afrique, Moyen-Orient, ex-CEI). Des demandes adressées sont ensuite calculées pour ces 31 pays/zones.

La demande adressée à un pays représente les importations des partenaires de ce pays, pondérées par la structure des exportations de ce pays, pour une période de référence. Elle est donc définie par:

$$DA_i = \sum_{j \neq i} \omega_j^i M_j$$

où  $DA_i$  est la demande adressée au pays ( $i$ ),  $M_j$  les importations du pays ( $j$ ) et  $\omega$  le poids du pays ( $j$ ) dans les exportations de ( $i$ ) pour une année donnée.

Jusqu'à notre prévision du printemps 2006, la structure des exportations de référence était celle de 1995, calculée à partir des flux de commerce en dollars courants de la base Chelem du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Chelem offre l'avantage de présenter une matrice cohérente des flux bilatéraux d'importations et d'exportations, aboutissant à l'égalité entre exportations et importations à l'échelle mondiale.

Les structures du commerce se modifient au cours du temps, notamment du fait de l'émergence de certains pays: la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) se sont rapidement insérés dans le commerce mondial au cours des vingt dernières années. Les pondérations sont donc occasionnellement révisées afin de tenir compte des modifications récentes de la structure des échanges. Le choix de la nouvelle période de référence s'est porté sur 2003, qui présente l'avantage de ne pas avoir été trop marqué par des désajustements excessifs sur le marché des changes et par l'envolée des prix du pétrole.

Les principales modifications entraînées par le passage à l'année 2003 sont les suivantes: le rôle croissant de la Chine est visible dans la plupart des pays et particulièrement au Japon ou en Corée du Sud où le poids des exportations vers la Chine a doublé. L'intégration au commerce mondial des nouveaux États membres de l'UE se traduit principalement par une part plus importante de ces pays dans les exportations des autres pays européens. C'est donc souvent une logique d'intégration régionale qui se met en place. On retrouve la même logique en Amérique du Nord. L'Aléna a entraîné une augmentation de la part du Canada et du Mexique dans les exportations des États-Unis, dont les importations ont aussi pesé plus fortement dans le commerce mexicain.

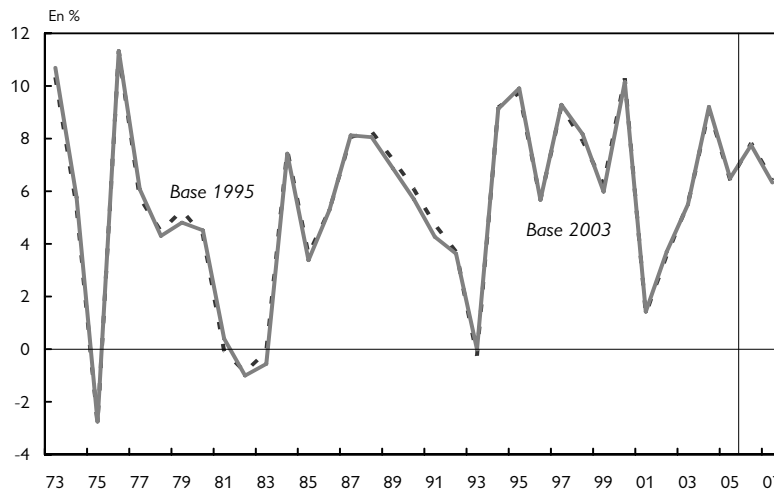
Un autre fait marquant est la diminution très nette du poids de l'Allemagne dans les exportations de ses principaux partenaires européens. Cette baisse atteint huit points pour l'Autriche, cinq pour l'Italie, quatre pour la France et trois points et demi pour l'Espagne. En contrepartie, la France par exemple a intensifié ses échanges non seulement avec les nouveaux États membres, mais également avec l'Espagne et, dans une moindre mesure, avec les États-Unis. Au total, plus de la moitié des exportations françaises sont à destination de la zone euro auxquelles s'ajoutent 15 % vers les autres pays de l'UE. Les exportations vers les États-Unis arrivent ensuite très loin derrière, représentant en 2003



seulement 7,5 % des marchés français. Le constat est globalement similaire pour l'Allemagne, dont la part des exportations vers les PECO est cependant plus importante (près de 9 %, contre 4 % dans le cas de la France) et le commerce avec les autres pays de la zone euro plus faible, même s'il représente 43,1 % des exportations allemandes. C'est de fait en Europe que la logique d'intégration commerciale reste la plus poussée. Ainsi, même le Royaume-Uni, qui n'a pourtant pas souhaité rejoindre la zone euro, destine 51,4 % de ses exportations aux pays qui ont adopté la monnaie unique. Pour les États-Unis, la part de l'Aléna s'élève à 35,2 % (22,4 % pour le Canada et 12,8 % pour le Mexique). À titre de comparaison, 7,9 % des exportations américaines et 18,4 % des exportations de l'Asie hors Japon vont au Japon. 46,2 % des exportations japonaises sont destinées aux autres pays asiatiques et 24,6 % aux États-Unis.

Les modifications non négligeables de la structure des échanges entre 1995 et 2003 n'ont au final qu'un impact modéré sur l'évolution des demandes adressées, quels que soient les pays ou zones considérés. Les écarts entre les taux de croissance des demandes adressées en base 1995 et celles calculées en base 2003 sont faibles, comme l'illustre le graphique pour la France. Les profils des courbes sont semblables. Les différences de taux de croissance sont généralement faibles et jamais supérieures à un point de pourcentage sur les moyennes annuelles. Ce constat témoigne du fait qu'aucun pays n'a réussi à orienter ses échanges de façon à exporter plus systématiquement vers les zones géographiques les plus dynamiques. En prenant l'exemple de la France, la plus faible contribution de l'Allemagne ou des pays asiatiques a ainsi été en partie compensée par le poids croissant des États-Unis, de l'Espagne ou des nouveaux États membres de l'UE qui ont été des zones de croissance soutenue.

Taux de croissance des demandes adressées en base 2003 et en base 1995 : le cas de la France



Source : Calculs OFCE

1. Importations de marchandises (en volume)

	Part dans le commerce en 2004	Variations par rapport à la période précédente, en %																							
		2005				2006				2007				2005				2006				2007			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Monde	100,0	0,1	3,4	1,9	2,1	2,3	1,7	2,0	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Pays industrialisés	65,5	-0,1	2,1	1,5	2,1	2,7	1,4	1,7	1,5	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Etats-Unis	17,0	1,2	0,5	0,7	3,4	2,3	0,0	1,5	1,0	0,7	0,7	0,7	1,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Japon	4,8	0,0	-0,2	1,5	-0,5	1,4	-0,2	1,8	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Union européenne	38,0	-0,8	3,0	2,0	1,9	3,2	2,2	1,7	1,6	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Autre pays d'Europe <sup>1</sup>	6,0	-4,5	10,6	2,3	3,0	3,7	2,7	2,7	2,7	2,2	2,1	2,1	2,1	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Autres pays industriels <sup>2</sup>	4,6	1,9	0,2	2,6	3,3	0,6	2,0	1,9	1,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
PED	34,5	0,5	6,0	2,5	2,0	1,6	2,2	2,6	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Amérique latine <sup>3</sup>	4,9	-3,5	5,7	0,7	3,7	3,0	1,9	2,3	2,1	1,9	1,9	1,9	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Asie	20,1	1,4	4,7	4,2	0,3	0,9	2,0	2,7	2,5	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Afrique	1,8	3,7	12,4	-1,7	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Moyen-Orient	2,8	7,9	4,8	-5,0	8,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0

1. L'agrégat comprend en fait principalement des pays européens et quelques pays non européens : Suisse, Islande, Norvège, Turquie, PECO non membres de l'UE (Albanie, Bulgarie, Macédoine, Roumanie, Croatie), ex-CEI et Israël.

2. Australie, Canada et Nouvelle-Zélande.

3. Y compris Mexique.

Sources : FMI; OCDE, sources nationales, calculs et prévision OFCE octobre 2006.



## ■ Département analyse et prévision

### 3. Contributions à la progression des demandes adressées (marchandises, en volume)

En points de pourcentage, sauf \*

Exportateurs	Demande en provenance de ...	Part dans les exportations 2003	1997-2004**	2005	2006	2007
France	Total *	100,0	6,6	7,3	9,0	6,5
	UE-25	62,0	3,9	3,3	5,7	3,4
	Alena	8,9	0,7	0,6	0,6	0,4
	Amérique latine	1,2	0,1	0,2	0,1	0,1
	Asie hors Japon	5,4	0,4	0,7	0,4	0,7
	Japon	1,8	0,1	0,0	0,0	0,1
	Europe de l'Est	4,8	0,4	0,5	0,7	0,5
	Reste du monde	15,4	1,1	1,9	1,3	1,4
Allemagne	Total *	100,0	6,8	7,1	8,8	7,0
	UE-25	55,4	3,4	2,9	4,7	3,2
	Alena	10,6	0,9	0,8	0,7	0,4
	Amérique latine	0,6	0,0	0,1	0,1	0,0
	Asie hors Japon	7,1	0,5	0,8	0,7	0,9
	Japon	1,8	0,1	0,0	0,0	0,1
	Europe de l'Est	11,3	1,0	1,2	1,6	1,1
	Reste du monde	12,5	0,9	1,3	1,0	1,1
Italie	Total *	100,0	7,0	7,7	9,4	7,0
	UE-25	53,8	3,6	3,2	5,4	3,3
	Alena	10,6	0,9	0,7	0,7	0,4
	Amérique latine	1,4	0,1	0,2	0,1	0,1
	Asie hors Japon	5,6	0,4	0,6	0,5	0,7
	Japon	1,8	0,1	0,0	0,0	0,1
	Europe de l'Est	8,1	0,7	0,9	1,2	0,8
	Reste du monde	18,0	1,3	2,0	1,4	1,6
Royaume-Uni	Total *	100,0	6,7	7,5	8,3	6,4
	UE-25	54,9	3,4	3,2	4,7	3,1
	Alena	18,3	1,5	1,3	1,2	0,7
	Amérique latine	0,7	0,0	0,1	0,1	0,1
	Asie hors Japon	7,1	0,4	0,9	0,5	0,8
	Japon	2,0	0,1	0,1	0,1	0,1
	Europe de l'Est	3,6	0,3	0,4	0,6	0,4
	Reste du monde	12,8	0,9	1,5	1,1	1,1
Etats-Unis	Total *	100,0	6,4	8,0	8,7	7,5
	UE-25	21,8	1,3	1,3	2,2	1,3
	Alena	35,2	2,6	2,9	2,9	2,3
	Amérique latine	5,8	0,3	0,7	0,5	0,4
	Asie hors Japon	18,4	1,2	1,6	1,6	2,0
	Japon	7,9	0,3	0,2	0,2	0,5
	Europe de l'Est	1,1	0,1	0,2	0,2	0,1
	Reste du monde	8,4	0,6	0,9	0,8	0,7
Japon	Total *	100,0	7,4	8,0	8,5	7,9
	UE-25	15,2	1,0	0,9	1,5	0,9
	Alena	27,4	2,3	1,9	1,7	1,0
	Amérique latine	2,0	0,1	0,3	0,2	0,1
	Asie hors Japon	46,2	3,4	4,0	4,1	5,1
	Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Europe de l'Est	1,2	0,1	0,2	0,2	0,1
	Reste du monde	7,6	0,6	0,9	0,7	0,6

\* Taux de croissance de la demande adressée, en %. Les zones Alena et UE excluent par construction le pays exportateur considéré dans la première colonne. \*\* Moyennes annuelles.

Sources : OCDE, sources nationales, Chelem, calculs et prévision OFCE octobre 2006.